

INPI

720593
n°3561

2 MAI 1995

STATUTS S.A. 3 R

Société Civile Professionnelle

Jean-Paul JULIEN – Albert PIGNOL
Régis ZENOU

NOTAIRES ASSOCIÉS

20, Place du Capitole

31000 TOULOUSE

Le 2 Mai 1995
RZ/CB

STATUTS S.A 3R

L'AN MIL NEUF CENT QUATRE VINGT QUINZE

Le Deux Mai.

Maître Régis ZENOU, soussigné Notaire Associé de la Société Civile Professionnelle dénommée "Jean Paul JULIEN, Albert PIGNOL, Régis ZENOU, Notaires Associés", titulaire d'un Office Notarial à TOULOUSE, 20 place du Capitole,

Il est précisé qu'en cas de notaire associé ou de plusieurs notaires signataires de l'acte, il sera ou ils seront dénommés "le notaire soussigné".

A la requête des personnes ci-après identifiées,

A reçu le présent acte authentique, contenant **STATUTS D'UNE SOCIÉTÉ ANONYME** que les personnes ci-après identifiées ont convenu de constituer entre elles, sans faire appel public à l'épargne.

- S T A T U T S -

IDENTIFICATION DES ASSOCIÉS :

1°) Monsieur Jean François RUMEAU, gérant de société, époux de Madame PANIZZUTTI Yvette Carmela, demeurant à DAUX, Domaine Le Caussatet (31700 BLAGNAC),

Né à CORNEBARRIEU (31700), le 3 Mai 1934.

Marié avec Madame PANIZZUTTI, sous le régime de la communauté de biens meubles et acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la mairie d'AUSSONNE (31), le 31 Août 1963.

2°) Madame PANIZZUTTI Yvette Carmela, sans profession, épouse de Monsieur RUMEAU Jean François, demeurant à DAUX, Domaine Le Caussatet (31700 BLAGNAC),

Née à DAUX, le 7 Septembre 1943.

Marié avec Monsieur RUMEAU, sous le régime de la communauté de biens meubles et acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la mairie d'AUSSONNE (31), le 31 Août 1963.

3°) Monsieur Jean Marc Denis Benjmain RUMEAU, gérant de société, célibataire majeur, demeurant à DAUX, Domaine le Caussatet (31700 BLAGNAC),

Né à CORNEBARRIEU (31), le 17 Octobre 1965.

4°) Monsieur Jean Christophe Joseph RUMEAU, gérant de société, célibataire majeur, demeurant à DAUX, Domaine Le Caussatet (31700 BLAGNAC),

Né à CORBEBARRIEU (31), le 19 Mars 1973.

5°) Monsieur SAILLOL Pascal Louis Fernand, employé, époux de Madame MONNIER Laurence, demeurant 16 rue Marc Arcis (31200) TOULOUSE,

Né à TARBES (65), le 7 Avril 1967.

Marié avec Madame MONNIER sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la mairie de TOULOUSE, le 6 Juillet 1991.

6°) Monsieur DJAIZ Alain Jean Pierre, employé, célibataire majeur, demeurant LA SALVETAT SAINT GILLES (31880), 108 avenue de Gascogne.
Né à TOULOUSE, le 12 Novembre 1967

7°) Madame MENETREY Isabelle Simone, sans profession, épouse de Monsieur DAUGE, demeurant à TOULOUSE (31300), 44 Bis Chemin Ténier.
Née à THONON-LES-BAINS (74), le 12 Juillet 1961.

Mariée sous le régime de la séparation de biens pure et simple aux termes d'un contrat de mariage reçu par Me ELOFFE, administrateur de l'étude de Maître LAHITTE, notaire à MORLAAS, le 10 Octobre 1988, préalable à une union célébrée à la mairie de PAU, le 15 Octobre 1988.

PRESENCES ou REPRESENTATIONS :

Toutes les personnes ci-dessus identifiées à ce présentes.

TITRE 1 : FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE - DUREE

ARTICLE 1 - FORME

Il est formé entre les propriétaires des actions ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une SOCIETE ANONYME régie par les lois en vigueur et par les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET

La société a pour objet :

- la gestion d'un portefeuille de titres de participations;
- la réalisation au profit des sociétés filiales, de prestations de services correspondant à des fonctions de direction, de gestion, de coordination ou de contrôle;
- la réalisation de recherche et de développement au profit des sociétés filiales;
- la gestion de la trésorerie de la totalité du groupe.
- conférer toutes caution et autres garanties devant permettre le financement des opérations réalisées dans les sociétés dans lesquelles il aura été effectué une prise de participation.

Le tout directement ou indirectement, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de commandite, de souscription, d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion, d'alliance, de société en participation ou de prise ou de dation en location ou en gérance de tous biens ou droits, ou autrement ;

Et généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, civiles, immobilières ou mobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets spécifiés ou à tout patrimoine social.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination est :

3R

Dans tous les actes et documents émanant de la société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "société anonyme" ou des initiales "S.A." et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à :

Domaine le Caussatet DAUX (31700)

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par décision du conseil d'administration ou du conseil de surveillance, selon le mode d'administration adopté, sous réserve de ratification de

cette décision par la prochaine assemblée générale ordinaire, et partout ailleurs en France en vertu d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société est fixée à QUATRE VINGT DIX NEUF ANS (99), à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

TITRE 2 : APPORTS - CAPITAL SOCIAL

ARTICLE 6 - APPORTS

A/ APPORTS EN NATURE

Il est fait apport à la société de droits sociaux détenus dans des sociétés dont les caractéristiques suivent :

1°) S.C.I Les PEUPLIERS

- Forme : Société Civile
- Capital social : 10.000 Francs;
- Siège social : DAUX, Domaine le Caussatet.
- Gérant : Monsieur RUMEAU Jean.
- Immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de TOULOUSE, sous le numéro D 344 490 834.
- Constituée aux termes d'un acte reçu par Maître Raoul LABEDAN, notaire à l'ISLE JOURDAIN, le 24 Octobre 1987.

2°) S.C.I LES ACCACIAS

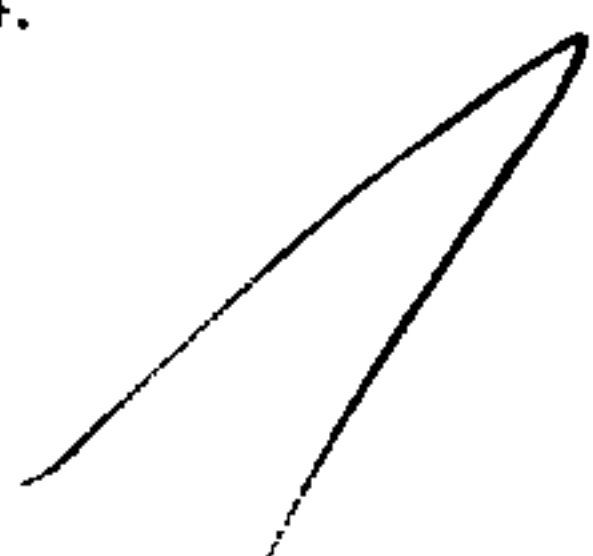
- Forme : Société Civile
- Capital social : 10.000 Francs;
- Siège social : DAUX, Domaine le Caussatet.
- Gérant : Monsieur RUMEAU Jean Marc.
- Immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de TOULOUSE, sous le numéro D 353 533 383.
- Constituée aux termes d'un acte reçu par Maître Raoul LABEDAN, notaire à l'ISLE JOURDAIN, le 10 Juillet 1989.

3°) S.C.I Les MIMOSAS

- Forme : Société Civile
- Capital social : 10.000 Francs;
- Siège social : DAUX, Domaine le Caussatet.
- Gérant : Monsieur RUMEAU Jean-Marc.
- Immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de TOULOUSE, sous le numéro D 380 221 432.
- Constituée aux termes d'un acte reçu par Maître Raoul LABEDAN, notaire à l'ISLE JOURDAIN, le 4 Décembre 1990.

4°) S.C.I PYTHAGORE

- Forme : Société Civile
- Capital social : 10.000 Francs;
- Siège social : DAUX, Domaine le Caussatet.
- Gérant : Monsieur RUMEAU Jean Marc.
- Immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de TOULOUSE, sous le numéro D 392 027 124.



- Constituée aux termes d'un acte sous signatures privées , en date à TOULOUSE, du 22 Juillet 1993, enregistrés à TOULOUSE NORD OUEST, le 26 Juillet 1993, Folio 26, Bord. 255 N° 6.

Les droits sociaux faisant l'objet d'apport en nature à la société sont les suivants :

a) Apports par Monsieur RUMEAU Jean :

- QUARANTE (40) parts sociales en toute propriété de la SCI LES PEUPLIERS, d'une valeur de NEUF MILLIONS HUIT CENT MILLE FRANCS (9.800.000 Francs), ci.....9.800.000 F.

- QUARANTE (40) parts sociales en NUE-PROPRIETE de la SCI PYTHAGORE, d'une valeur de UN MILLION SEPT CENT MILLE FRANCS (1.700.000 Francs), ci.....1.700.000 F.

b) Madame RUMEAU née PANIZZUTTI :

- VINGT (20) parts sociales en toute propriété de la SCI LES PEUPLIERS, d'une valeur de QUATRE MILLION NEUF CENT MILLE FRANCS (4.900.000 Francs), ci.....4.900.000 F.

c) Monsieur RUMEAU Jean Marc :

- QUARANTE QUATRE (44) parts sociales de la SCI PYTHAGORE, d'une valeur de SIX MILLION CENT SOIXANTE MILLE FRANCS (6.160.000 Francs), ci.....6.160.000F.

- TRENTE SIX (36) parts sociales de la SCI LES ACCACIAS, d'une valeur de SEPT CENT TRENTE HUIT MILLE FRANCS (738.000 Francs), ci.....738.000 F.

- VINGT (20) parts sociales de la SCI LES PEUPLIERS, d'une valeur de QUATRE MILLION NEUF CENT MILLE FRANCS (4.900.000 Francs), ci.....4.900.000 F.

- TRENTE HUIT (38) parts sociales de la SCI LES MIMOSAS, d'une valeur de SEIZE MILLION SEPT CENT UN MILLE FRANCS (16.701.000 Francs), ci.....16.701.000F.

d) Monsieur RUMEAU Jean-Christophe :

- QUINZE (15) parts sociales de la SCI PYTHAGORE d'une valeur de DEUX MILLION CENT MILLE FRANCS, (2.100.000 Francs),ci..2.100.000 F.

- DIX (10) parts sociales de la SCI LES ACCACIAS, d'une valeur de DEUX CENT CINQ MILLE FRANCS (205.000 Francs, ci.....205.000 F.

- DIX (10) parts sociales de la SCI LES PEUPLIERS, d'une valeur de DEUX MILLION QUATRE CENT CINQUANTE MILLE FRANCS (2.450.000 Francs), ci.....2.450.000 F.

- DIX (10) parts sociales de la SCI LES MIMOSAS, d'une valeur de QUATRE MILLION TROIS CENT QUATRE VINGT QUINZE MILLE FRANCS (4.395.000 Francs), ci.....4.395.000 F.

e) Monsieur RUMEAU Jean et Monsieur RUMEAU Jean Marc ensemble:

- DIX SEPT (17) parts sociales en toute propriété de la SCI LES ACCACIAS (Monsieur RUMEAU Jean Marc étant nue propriétaire et Monsieur RUMEAU Jean étant usufruitier), d'une valeur de TROIS CENT QUARANTE HUIT MILLE CINQ CENTS FRANCS (348.500 Francs),348.500 F.

- QUATORZE (14) parts sociales en toute propriété de la SCI LES MIMOSAS (Monsieur RUMEAU Jean Marc étant nue propriétaire et Monsieur RUMEAU Jean étant usufruitier), d'une valeur de SIX MILLION CENT CINQUANTE TROIS MILLE FRANCS (6.153.000 Francs, ci.....6.153.000F.

f) Monsieur RUMEAU Jean et Monsieur RUMEAU Jean-Christophe ensemble :

- DIX SEPT (17) parts sociales en toute propriété de la SCI LES ACCACIAS (Monsieur RUMEAU Jean Christophe étant nue propriétaire et Monsieur RUMEAU Jean étant usufruitier), d'une valeur de TROIS CENT QUARANTE HUIT MILLE CINQ CENTS FRANCS (348.500 Francs),
ci.....348.500 F.

- QUATORZE (14) parts sociales en toute propriété de la SCI LES MIMOSAS (Monsieur RUMEAU Jean Christophe étant nue propriétaire et Monsieur RUMEAU Jean étant usufruitier), d'une valeur de SIX MILLION CENT CINQUANTE TROIS MILLE FRANCS (6.153.000 Francs),
ci.....6.153.000F.

**TOTAL DES APPORTS EN NATURE EFFECTUES :
SOIXANTE SEPT MILLIONS CINQUANTE DEUX MILLE
FRANCS (67.052.000 Francs).**

Les évaluations ci-dessus énoncées des biens objet de l'apport en nature ont été faite au vu du rapport de Monsieur Claude HELIAS, demeurant à TOULOUSE, 11 Bis rue A. Mercié, commissaire aux apports désigné dans les conditions légales, rapport déposé au lieu du futur siège le 4 Avril 1995, soit trois jours au moins avant la signature du présent acte, et dont un exemplaire demeurera annexé aux présentes.

Il est par ailleurs fait observer l'évaluation de la nue-propriété des parts de la SCI PYTHAGORE, apportée par Monsieur RUMEAU Jean a été faite en prenant en considération :

- de l'espérance de vie des usufruitiers, à savoir : 30 ans pour Madame RUMEAU et 18 ans pour Monsieur RUMEAU;
- du taux de rendement du bien propriété de la SCI PYTHAGORE, à savoir:5,35 % l'an.

B/ APPORTS EN NUMERAIRE :

Il est fait apport à la Société, savoir :

1°) Monsieur SAILLOL, la somme de CENT FRANCS (100),
ci.....100 F.
2°) Monsieur DJAIZ, la somme de CENT FRANCS (100), ci.....100 F.
3°) Madame MENETRY, la somme de CENT FRANCS (100),
ci.....100 F.

**TOTAL DES APPORTS FAITS A LA SOCIETE TANT EN
NATURE QU'EN NUMERAIRE :**

**SOIXANTE SEPT MILLIONS CINQUANTE DEUX MILLE
TROIS CENT FRANCS (67.052.300 Francs).**

**CONSENTEMENT - AGREEMENT - CONDITIONS DES
APPORTS EN NATURE**

I - Consentements

a) Par les époux communs en biens

Monsieur RUMEAU Jean et Madame RUMEAU née PANIZZUTTI, donnent leur consentement réciproque à l'apport par leur conjoint des parts sociales pouvant dépendre de la communauté existant entre eux.

b) Par Monsieur RUMEAU Jean en sa qualité de donateur

Monsieur RUMEAU Jean en sa qualité de donateur déclare donner expressément son consentement aux apports de parts sociales effectués aux présentes, par ses enfants Messieurs RUMEAU Jean Marc et Jean Christophe et renoncer expressément à toutes les charges et conditions stipulées dans les actes de donation ci-dessus relatées et notamment à l'interdiction d'aliéner s'interdisant tout recours contre la société pour quelque cause que ce soit.

Toutefois il déclare ne pas vouloir renoncer au droit de retour en cas de prédécès de l'un de ses enfants sans postérité, en ce cas conformément à l'acte de donation le droit de retour s'exercera sur les actions remises aux donataires en contrepartie de leur apport aux présentes.

II - Agrément des sociétés émettrices des parts sociales apportées.

Le projet de cette apport a été agréé par la collectivité des associés de chacune des sociétés par décisions du 3 Avril 1995, consignée dans un procès verbal dont un extrait, certifié exact par le gérant, est demeuré annexé au présent acte.

Intervention des Gérants

Monsieur Jean RUMEAU, en sa qualité de gérant de la SCI LES PEUPLIERS, Monsieur Jean Marc RUMEAU, en sa qualité de gérant des SCI LES ACCACIAS, SCI LES MIMOSAS, SCI PYTHAGORE, ci-dessus prénommés, qualifiés et domiciliés:

- confirment que les sociétés dont s'agit n'ont reçu aucune opposition et qu'ils n'ont connaissance d'aucun empêchement pouvant arrêter ou suspendre l'effet du présent apport;
- déclarent expressément accepter l'apport en société de parts qui précède et dispenser de sa signification à la société.

III - Origine de propriété

Les parts sociales présentement apportées appartiennent aux apporteurs pour les avoir souscrites lors de la constitution de la société au moyen d'apport en numéraire.

En ce qui concerne les parts sociales de la SCI LES ACCACIAS et de la SCI LES MIMOSAS qui sont apportées par Monsieur RUMEAU Jean pour l'usufruit et par Messieurs RUMEAU Jean Marc et Jean Christophe pour la nue-propriété, elles appartiennent à ces derniers par suite des faits et actes ci-après :

Originairement elles avaient été souscrites lors de la constitution desdites sociétés par Monsieur RUMEAU Jean;

Aux termes de deux actes reçu par Me LABEDAN, le 4 Décembre 1990, Monsieur RUMEAU Jean a fait donation à Messieurs RUMEAU Jean Marc et Jean Christophe de la nue-propriété desdites parts sociales avec réserve d'usufruit à son profit et au profit de son épouse en cas de survie de cette dernière.

Cette donation a été consenti sous diverses charges et conditions et notamment avec réserve du droit de retour en cas de prédécès des donataires, et avec interdiction d'aliéner.

IV - Propriété - Jouissance

La société sera propriétaire à compter de ce jour des parts cédées, avec tous les droits y attachés et il aura seul droit à la fraction de bénéfices de l'exercice en cours qui sera attribuée auxdites parts.

En ce qui concerne les parts de la SCI PYTHAGORE, qui sont apportées par Monsieur RUMEAU Jean, en nue-propriété, la société n'en aura la jouissance qu'au décès du survivant de Monsieur RUMEAU Jean et de Madame

PANIZZUTI, son épouse, lesquels font réserve expresse de l'usufruit desdites parts sociales.

Les apporteurs mettent et subrogent la société dans tous les droits et actions attachés aux parts cédées.

Il est précisé qu'il n'a été délivré aucun titre représentatif des parts présentement cédées et que leur propriété résulte seulement des actes ci-dessus et que la société déclare bien connaître.

V - Affirmation de sincérité

Les parties affirment sous les peines de l'article 1837 du Code Général des Impôts que l'acte exprime l'intégralité de l'évaluation de l'apport et reconnaissent avoir été informées par le notaire soussigné des sanctions encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

En outre, le notaire soussigné affirme qu'à sa connaissance, le présent acte n'est contredit ni modifié par aucune contre-lettre contenant une augmentation de la rémunération des apports en nature.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à SOIXANTE SEPT MILLION CINQUANTE DEUX MILLE TROIS CENT FRANCS (67.052.300 Francs).

Il est divisé en 670.523 actions de 100 francs chacune, toutes souscrites et libérées comme il est dit ci-dessus, et réparties comme suit :

- Monsieur RUMEAU Jean : 115.000 actions de cents francs en rémunération de son apport en nature figurant sous le a) qui précède.
- Madame RUMEAU née PANIZZUTTI : 49.000 actions de cents francs en rémunération de son apport en nature figurant sous le b) qui précède.
- Monsieur RUMEAU Jean Marc : 284.990 actions de cents francs en rémunération de son apport en nature figurant sous le c) qui précède.
- Monsieur RUMEAU Jean Christophe : 91.500 actions de cents francs en rémunération de son apport en nature figurant sous le d) qui précède.
- Monsieur RUMEAU Jean en usufruit et Monsieur RUMEAU Jean Marc en nue-propriété : 65.015 actions de cents francs en rémunération de son apport en nature figurant sous le e) qui précède.
- Monsieur RUMEAU Jean en usufruit et Monsieur RUMEAU Jean Christophe en nue-propriété : 65.015 actions de cents francs en rémunération de son apport en nature figurant sous le f) qui précède.
- Monsieur SAILLOL : 1 action de cent francs en rémunération de son apport en numéraire de cent francs.
- Monsieur DJAIZ : 1 action de cent francs en rémunération de son apport en numéraire de cent francs.
- Madame MENETREY : 1 action de cent francs en rémunération de son apport en numéraire de cent francs.

ARTICLE 8 - MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

1°) Augmentation du capital social :

Le capital social peut être augmenté par tous modes et de toutes les manières autorisés par la loi.

L'assemblée générale extraordinaire est seule compétente pour décider l'augmentation du capital, sur le rapport du conseil d'administration ou du directoire, selon le cas contenant les indications requises par la loi.

Conformément à la loi, les actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital, droit auquel ils peuvent renoncer

à titre individuel. Ils disposent en outre, d'un droit de souscription à titre réductible si l'assemblée générale l'a décidé expressément.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

L'assemblée générale qui décide l'augmentation de capital peut également, en faveur d'une ou plusieurs personnes, supprimer le droit préférentiel de souscription.

2°/Réduction du capital social :

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires peut aussi, sous réserve, le cas échéant, des droits des créanciers, autoriser ou décider la réduction du capital social, mais en aucun cas, la réduction du capital ne peut porter atteinte à l'égalité entre actionnaires.

La réduction du capital social, quelle qu'en soit la cause, à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins au minimum légal à moins que la société ne se transforme en société d'une autre forme n'exigeant pas un capital supérieur au capital social après sa réduction.

A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société ; celle-ci ne peut être prononcée si, au jour où le tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

TITRE 3 : TITRES DE LA SOCIETE

ARTICLE 9 - ACTIONS - COMPTES COURANTS - PRETS PARTICIPATIFS - OBLIGATIONS

A - FORME DES ACTIONS

Les actions sont nominatives.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes tenus à cet effet par la société dans les conditions et suivant les modalités prévues par la loi.

A la demande de l'actionnaire, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la société.

B - COMPTES COURANTS

Tout actionnaire qui satisfait aux conditions fixées par la réglementation bancaire et dont les actions sont intégralement libérées, peut verser dans la caisse sociale en compte courant, toutes sommes jugées utiles par le Conseil d'administration ou le directoire, selon le cas, pour les besoins de la Société.

A défaut de conventions particulières entre la Société et l'actionnaire déposant, les fonds versés ne peuvent être retirés de la caisse sociale, en capital et intérêts qu'après un préavis minimum de six mois donné par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Les sommes mises à la disposition de la Société sont rémunérées jour par jour au taux légal en vigueur, moins un point.

Les comptes courants d'actionnaires ne peuvent jamais être débiteurs.

C - PRETS PARTICIPATIFS

Sur décision du Conseil d'administration, ou du directoire selon le cas, la Société peut se faire consentir des prêts participatifs régis par les articles 24 et suivants de la loi n°78-741 du 13 juillet 1978.

Lorsqu'une clause de participation est prévue, s'exerçant sous la forme d'un prélèvement prioritaire sur le bénéfice distribuable, avant toute autre affectation,

cette clause doit être approuvée par l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires.

D - OBLIGATIONS

Après deux années d'existence et établissement de deux bilans régulièrement approuvés par les actionnaires, la société pourra procéder à l'émission d'obligations négociables à la condition toutefois que lors de cette émission, le capital social soit intégralement libéré.

La décision est de la compétence de l'Assemblée ordinaire des actionnaires. Toutefois, elle est de la compétence exclusive de l'assemblée Générale Extraordinaire, s'il s'agit de l'émission d'obligations convertibles en actions ou d'obligations échangeables contre des actions.

Dans ces différents cas, l'émission a lieu dans les conditions et selon les modalités prévues par la législation et la réglementation en vigueur et notamment par la loi du 24 juillet 1966 (articles 195 à 208, 284 à 339) et le décret du 23 mars 1967 (articles 170 à 174, 211 à 242).

ARTICLE 10 - CESSIION ET TRANSMISSION DES ACTIONS

1°/La cession de ces actions s'opère à l'égard de la société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement. La société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement et au plus tard dans les six jours qui suivent celle-ci. L'ordre de mouvement établi sur un formulaire fourni par la société est signé par le cédant ou son mandataire ; si les actions ne sont pas entièrement libérées, il doit être en outre signé par le cessionnaire.

La transmission d'actions à titre gratuit ou en suite de décès s'opère également par un ordre de mouvement transcrit sur le registre des mouvements sur justification de la mutation dans les conditions légales, et sous réserve, le cas échéant, du respect de la procédure définie ci-après.

Les frais de transfert des actions sont à la charge des cessionnaires, sauf convention contraire entre cédants et cessionnaires.

Les actions non libérées des versements exigibles ne sont pas admises au transfert.

La société établit la liste des actionnaires avec indication du nombre d'actions détenues et du domicile déclaré par chacun d'eux, préalablement à toute assemblée et au moins une fois par trimestre.

Lors de chaque établissement de la liste, mention est portée sur le registre des mouvements, de la date de celle-ci, du nombre total des actions existantes et du nombre d'actions ayant fait l'objet de création, cession, mutation ou annulation depuis l'établissement de la dernière liste.

2°/ Les actions de numéraire provenant d'une augmentation de capital ne sont négociables qu'après l'inscription au Registre du Commerce et des Sociétés de la mention modificative de cette augmentation de capital.

Les actions d'apport ne sont négociables que deux ans après l'accomplissement de la même formalité, sous réserve des exceptions prévues par la loi. Pendant ce délai, elles peuvent cependant être cédées par les voies civiles en observant les formalités prévues l'article 1690 du Code Civil.

3°/Sauf en cas de succession en ligne directe, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de cession, soit à un conjoint, soit à un ascendant ou à un descendant ou au profit d'une personne nommée administrateur, la cession d'actions à un tiers non actionnaire à quelque titre que ce soit est soumise à l'agrément de la société dans les conditions ci-après :

- En cas de cession projetée, le cédant doit en faire la déclaration à la société par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec avis de réception, en indiquant les noms, prénoms, profession et domicile du cessionnaire, ou la dénomination et le siège social s'il s'agit d'une société, le nombre des actions dont la cession est envisagée ainsi que le prix offert.

A cette déclaration doit être jointe, le cas échéant, l'attestation d'inscription en compte dans laquelle sont comprises les actions dont la cession est projetée.

Dans les trois mois qui suivent cette déclaration, le conseil d'administration ou le directoire, selon le cas, est tenu de notifier au cédant s'il accepte ou refuse la cession projetée. A défaut de notification dans ce délai de trois mois, l'agrément est réputé acquis.

La décision d'acceptation doit être prise à la majorité des deux tiers des administrateurs présents ou représentés, le cédant s'il est administrateur ne prenant pas part au vote. Conformément à la loi et aux présents statuts, la présence effective de la moitié au moins des administrateurs en fonction est nécessaire.

La décision n'est pas motivée, et en cas de refus, elle ne peut jamais donner lieu à une réclamation quelconque.

Dans les dix jours de la décision, le cédant doit en être informé par lettre recommandée. En cas de refus, le cédant aura huit jours pour faire connaître dans la même forme s'il renonce au non à son projet de cession.

- Dans le cas où le cédant ne renoncerait pas à son projet, le conseil d'administration ou le directoire, selon le cas, est tenu de faire acquérir les actions soit par des actionnaires ou par des tiers, soit avec le consentement du cédant, par la société, en vue d'une réduction du capital, et ce dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus.

- Si la totalité des actions n'a pas été achetée ou rachetée dans le délai de trois mois, à compter de la notification du refus d'autorisation de cession, l'actionnaire vendeur peut réaliser la vente au profit du cessionnaire primitif, pour la totalité des actions cédées, nonobstant les offres d'achat partielles qui auraient été faites. Ce délai de trois mois peut être prolongé par ordonnance de référé du président du tribunal de commerce.

- Dans le cas où les actions offertes sont acquises par des actionnaires ou par des tiers, le conseil d'administration ou le directoire, selon le cas, notifie à l'actionnaire cédant les noms, prénoms, domicile du ou des acquéreurs.

Le prix de cession des actions est fixé d'accord entre eux et le cédant. Faute d'accord sur le prix, celui-ci est déterminé par un expert, conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil.

- Les dispositions du présent article sont applicables dans tous les cas de cession entre vifs, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, alors même que la cession aurait lieu par voie d'adjudication publique en vertu d'une décision de justice. Ces dispositions sont également applicables en cas d'apport en société, d'apport partiel d'actif, de fusion ou de scission. La clause d'agrément, objet du présent article, peut s'appliquer également à la cession des droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, provisions ou bénéfices. Elle s'applique aussi en cas de cession de droit de souscription à une augmentation de capital par voie d'apports en numéraire ou de renonciation individuelle au droit de souscription en faveur de personnes dénommées.

ARTICLE 11 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

1°/ Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

En outre, elle donne droit au vote et à la représentation dans les assemblées générales dans les conditions légales et statutaires.

2°/ Les actionnaires sont responsables à concurrence du montant nominal des actions qu'ils possèdent. Au-delà, tout appel de fonds est interdit.

En outre, il est rappelé que, conformément à la loi, lorsque le redressement ou la liquidation judiciaire fait apparaître une insuffisance d'actif, le tribunal peut, en cas de faute de gestion ayant contribué à cette insuffisance, décider que les dettes de la société seront supportées en tout ou en partie, par les dirigeants de droit ou de fait, rémunérés ou non, ou certains d'entre eux, avec ou sans solidarité.

Les droits et obligations suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions de l'assemblée générale.

3°/ Les héritiers, créanciers, ayants droits ou autres représentants d'un actionnaire ne peuvent requérir l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer dans les actes de son administration; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'assemblée générale.

4°/Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution d'actions, ou en conséquence d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autre opération sociale, les propriétaires d'actions isolées, ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

ARTICLE 12 - INDIVISIBILITE DES ACTIONS - NUE-PROPRIETE - USUFRUIT

1°/ Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Les propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux, considéré comme seul propriétaire ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

2°/ Sauf convention contraire notifiée à la société, les usufruitiers d'actions représentent valablement les nus-propriétaires à l'égard de la société. Toutefois, le droit de vote appartient au nu-propriétaire dans les assemblées générales extraordinaires.

TITRE 4 : ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

ARTICLE 13 - CONSEIL D'ADMINISTRATION

1°/La société est administrée par un conseil d'administration de trois membres au moins et de vingt quatre au plus, sous réserve de la dérogation prévue par la loi en cas de fusion.

En cours de vie sociale, les administrateurs sont nommés ou renouvelés dans leurs fonctions par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires.

2°/La durée de leurs fonctions est de six années au plus.

Les fonctions d'un administrateur prennent fin à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire qui statue sur les comptes de l'exercice écoulé, tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat dudit administrateur.

Les administrateurs sont toujours rééligibles.

Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale ordinaire.

Nul ne peut être nommé administrateur si, ayant dépassé l'âge de 70 ans, sa nomination a pour effet de porter à plus d'un tiers des membres du conseil le nombre d'administrateurs ayant dépassé cet âge. Si, du fait qu'un administrateur en fonctions vient à dépasser l'âge de 70 ans, la proportion du tiers susvisé est dépassée, l'administrateur le plus âgé est réputé démissionnaire d'office à l'issue de la plus prochaine assemblée générale ordinaire.

3°/Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales. Ces dernières doivent, lors de leur nomination, désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités que s'il était administrateur en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente. Ce mandat de représentant permanent lui est donné pour la durée de celui de la personne morale qu'il représente. Il doit être renouvelé à chaque renouvellement de mandat de celle-ci.

Si la personne morale révoque le mandat de son représentant, elle est tenue de notifier cette révocation à la société, sans délai, par lettre recommandée, ainsi que l'identité de son nouveau représentant permanent. Il en est de même, en cas de décès, de démission ou d'empêchement prolongé du représentant permanent.

4°/ Si un ou plusieurs sièges d'administrateurs deviennent vacants entre deux assemblées générales, par suite de décès ou de démission, le conseil d'administration peut procéder à une ou à des nominations à titre provisoire.

Les nominations d'administrateurs faites par le conseil d'administration sont soumises à la ratification de la plus prochaine assemblée générale ordinaire. A défaut de ratification, les délibérations prises et les actes accomplis antérieurement n'en demeurent pas moins valables.

S'il ne reste plus qu'un seul ou que deux administrateurs en fonctions, celui-ci ou ceux-ci ou, à défaut, le ou les commissaires aux comptes, doivent convoquer immédiatement l'assemblée générale ordinaire des actionnaires à l'effet de compléter le conseil.

L'administrateur nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonction que pendant le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

5°/Les administrateurs personnes physiques ne peuvent appartenir au total à plus de huit conseils d'administration ou conseils de surveillance de sociétés anonymes ayant leur siège en France métropolitaine, sauf les exceptions prévues par la loi.

Un salarié de la société peut être nommé administrateur si son contrat de travail est antérieur à sa nomination et correspond à un emploi effectif. Toutefois, le nombre des administrateurs liés à la société par un contrat de travail ne peut dépasser le tiers des administrateurs en fonctions.

ARTICLE 14 - ACTIONS DE GARANTIE

La loi n°88-15 du 5 janvier 1988 a abrogé l'article de la loi de 1966 relatif aux actions de garantie des administrateurs.

Toutefois, ceux-ci restent tenus d'être propriétaires du nombre d'actions déterminé le cas échéant par les présents statuts.

ARTICLE 15 - BUREAU DU CONSEIL

Le conseil d'administration nomme, parmi ses membres personnes physiques un président dont il fixe la durée des fonctions sans qu'elle puisse excéder la durée de son mandat d'administrateur.

Nul ne peut être nommé président-directeur général, s'il est âgé de plus de 70 ans.

D'autre part, si le président-directeur général en fonction vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire à l'issue de la plus prochaine réunion du conseil d'administration.

Le conseil d'administration nomme, de même, s'il le juge utile, un ou plusieurs vice-présidents dont il fixe également la durée des fonctions sans qu'elle puisse excéder la durée de leur mandat d'administrateur.

Le conseil peut nommer également un secrétaire même en dehors de ses membres.

En cas d'absence ou d'empêchement du président, la séance du conseil est présidée par le vice-président exerçant les fonctions de directeur général, ou le vice-président le plus ancien. A défaut, le conseil désigne parmi ses membres le président de séance.

Le président, les vice-présidents et le secrétaire peuvent toujours être réélus.

ARTICLE 16 - DELIBERATIONS DU CONSEIL

1°/Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, sur la convocation de son président ou celle du tiers au moins de ses membres, même si la dernière réunion date de moins de deux mois.

La réunion a lieu soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

En principe, la convocation doit être faite trois jours à l'avance par lettre, télégramme ou télex. Mais elle peut être verbale et sans délai si tous les administrateurs y consentent.

Toute convocation doit mentionner les principales questions à l'ordre du jour.

2°/Pour la validité des délibérations, la présence effective de la moitié au moins des administrateurs est nécessaire.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés, chaque administrateur disposant d'une voix et ne pouvant représenter plus d'un de ses collègues. Toutefois, lorsque le conseil d'administration est appelé à statuer sur un projet de cession d'actions à un tiers non actionnaire dans les conditions prévues à l'article 10 des présents statuts, la décision d'agrément est prise à la majorité des deux tiers des voix des membres présents ou représentés, le cédant, s'il est administrateur, ne prenant pas part au vote.

En cas de partage, la voix du président de séance est prépondérante.

3°/ Il est tenu un registre de présence qui est signé par les administrateurs participant à la séance du conseil d'administration.

La justification du nombre des administrateurs en exercice et de leur nomination résulte valablement, vis-à-vis des tiers, de la seule énonciation dans le procès-verbal de chaque réunion des noms des administrateurs présents, représentés ou absents.

4°/ Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux établis conformément aux dispositions légales en vigueur et signés par le président de la séance et par un administrateur ou, en cas d'empêchement du président, par deux administrateurs.

Les copies ou extraits de procès-verbaux sont certifiés par le président du conseil d'administration, un directeur général, l'administrateur délégué temporairement dans les fonctions du président ou un fondé de pouvoirs habilité à cet effet.

ARTICLE 17 - POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société et pour faire ou autoriser toutes les opérations intéressant l'activité de la société, telle qu'elle est fixée dans l'objet social.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du conseil d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Tous actes d'administration et même de disposition qui ne sont pas expressément réservés à l'assemblée générale par la loi et par les présents statuts sont de sa compétence.

Le conseil d'administration peut consentir à tous mandataires de son choix, toutes délégations de pouvoirs dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la loi et par les présents statuts.

Il peut décider la création de comités chargés d'étudier les questions que lui-même ou son président soumet pour avis à leur examen.

ARTICLE 18 - DIRECTION GENERALE - DELEGATION DE POUVOIRS

1°/Le président du conseil d'administration assume, sous sa responsabilité, la direction générale de la société et la représente dans ses rapports avec les tiers, avec les pouvoirs les plus étendus, dans la limite de l'objet social, sous réserve toutefois des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées générales et des pouvoirs spécifiques du conseil d'administration.

Le président engage la société même par les actes qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Toute limitation des pouvoirs du président par décision du conseil d'administration est sans effet à l'égard des tiers.

Le président du conseil d'administration a la faculté de substituer partiellement dans ses pouvoirs autant de mandataires qu'il avisera.

En cas d'empêchement temporaire ou de décès du président, le conseil d'administration peut déléguer un administrateur dans les fonctions de président. En cas d'empêchement, cette délégation est de durée limitée et renouvelable. En cas de décès, elle vaut jusqu'à l'élection du nouveau président.

2°/Sur la proposition du président, le conseil d'administration peut nommer un directeur général et, dans les cas autorisés par la loi, deux à cinq directeurs généraux.

Les directeurs généraux sont obligatoirement des personnes physiques; ils peuvent être choisis parmi les administrateurs ou en dehors d'eux.

Les directeurs généraux sont révocables à tout moment par le conseil d'administration, sur la proposition du président; en cas de décès, démission ou révocation de ce dernier, ils conservent sauf décision contraire du conseil leurs fonctions et leurs attributions, jusqu'à la nomination du nouveau président.

L'étendue et la durée des pouvoirs délégués aux directeurs généraux sont déterminées par le conseil d'administration, en accord avec le président. Toutefois, la limitation de ces pouvoirs n'est pas opposable aux tiers, vis-à-vis desquels chaque directeur général a les mêmes pouvoirs que le président.

Lorsqu'un directeur général est administrateur, la durée de ses fonctions ne peut excéder celle de son mandat.

ARTICLE 19 - REMUNERATION DES ADMINISTRATEURS, DU PRESIDENT, DES DIRECTEURS GENERAUX ET DES MANDATAIRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

1°/ L'assemblée générale ordinaire peut allouer aux administrateurs des jetons de présence, dont le montant est porté aux frais généraux de la société et reste maintenu jusqu'à décision contraire de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration répartit cette rémunération entre ses membres comme il l'entend.

2°/ La rémunération du président du conseil d'administration et celle des directeurs généraux sont fixées par le conseil d'administration. Elles peuvent être fixes ou proportionnelles, ou à la fois fixes et proportionnelles.

3°/ Il peut être alloué par le conseil d'administration des rémunérations exceptionnelles pour les missions ou mandats confiés à des administrateurs. Dans ce cas, ces rémunérations sont portées aux charges d'exploitation et soumises à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire.

Aucune autre rémunération, permanente ou non, que celles ici prévues, ne peut être allouée aux administrateurs, sauf s'ils sont liés à la société par un contrat de travail dans les conditions autorisées par la loi.

ARTICLE 20 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET UN ADMINISTRATEUR OU DIRECTEUR GENERAL

1°/ Toute convention entre la société et l'un de ses administrateurs ou directeurs généraux, soit directement, soit indirectement, soit par personne interposée, doit être soumise à l'autorisation préalable du conseil d'administration.

Il en est de même pour les conventions entre la société et une autre entreprise, si l'un des administrateurs ou directeurs généraux de la société est propriétaire, associé en nom, gérant, administrateur, directeur général, membre du conseil de surveillance ou du directoire de l'entreprise.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes de la société et conclues à des conditions normales.

L'administrateur ou le directeur général intéressé est tenu d'informer le conseil dès qu'il a connaissance d'une convention soumise à autorisation. Il ne peut prendre part au vote sur l'autorisation sollicitée.

Ces conventions sont autorisées dans les conditions prévues par la loi.

2°/ A peine de nullité du contrat, il est interdit aux administrateurs de la société, autres que les personnes morales, de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers des tiers. Cette interdiction s'applique aux directeurs généraux et aux représentants permanents des personnes morales administrateurs. Elle s'applique également aux conjoints ascendants et descendants de toutes les personnes visées au présent paragraphe, ainsi qu'à toute personne interposée.

ARTICLE 21 - ACHAT PAR LA SOCIETE D'UN BIEN APPARTENANT A UN ACTIONNAIRE

Lorsque la société, dans les deux ans suivant son immatriculation, acquiert un bien appartenant à un actionnaire et dont la valeur est au moins égale à un dixième du capital social, un commissaire, chargé d'apprécier, sous sa

responsabilité, la valeur de ce bien, est désigné par décision de justice, à la demande du président du conseil d'administration.

Le rapport du commissaire ainsi que les autres documents prévus par la loi sont mis à la disposition des actionnaires.

L'assemblée générale ordinaire statue sur l'évaluation du bien, à peine de nullité de l'acquisition. Le vendeur n'a voix délibérative, ni pour lui-même ni comme mandataire.

Toutefois, ces dispositions ne sont pas applicables lorsque l'acquisition est faite en bourse, sous le contrôle d'une autorité judiciaire, ou dans le cadre des opérations courantes de la société et conclues à des conditions normales.

TITRE 5 : CONTROLE DE LA SOCIETE

ARTICLE 22 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle est exercé par un ou deux commissaires aux comptes titulaires nommés et exerçant leur mission conformément à la loi.

Un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, démission, décès ou relèvement, sont nommés en même temps que le ou les titulaires et pour la même durée.

TITRE 6 : DECISIONS COLLECTIVES

ARTICLE 23 - ASSEMBLEES GENERALES

Les décisions collectives des actionnaires sont prises en assemblées générales, lesquelles sont qualifiées d'ordinaires, d'extraordinaires ou de spéciales selon la nature des décisions qu'elles sont appelées à prendre.

Les assemblées spéciales réunissent les titulaires d'actions d'une catégorie déterminée pour statuer sur toute modification des droits des actions de cette catégorie. Ces assemblées sont convoquées et délibèrent dans les mêmes conditions que les assemblées générales extraordinaires.

Toute assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires.

Les délibérations des assemblées générales obligent tous les actionnaires, même absents, dissidents ou incapables.

ARTICLE 24 - CONVOCATION ET LIEU DE REUNION DES ASSEMBLEES GENERALES

Les assemblées générales sont convoquées soit par le conseil d'administration, le directoire ou le conseil de surveillance, selon le cas, soit par le ou les commissaires aux comptes en cas d'urgence, soit par toute personne habilitée à cet effet.

Les assemblées générales sont réunies au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

La convocation est faite, quinze jours avant la date de l'assemblée soit par un avis inséré dans un journal d'annonces légales du département du lieu du siège social, soit par lettre recommandée adressée à chaque actionnaire ou encore par simple lettre. Dans le premier cas, chacun d'eux doit être également convoqué par lettre ordinaire ou, sur sa demande et à ses frais, par lettre recommandée.

Lorsque l'assemblée n'a pu délibérer faute de réunir le quorum requis, la deuxième assemblée et, le cas échéant, la deuxième assemblée prorogée, sont convoquée six jours au moins d'avance dans les mêmes formes que la première. L'avis et/ou les lettres de convocation de cette deuxième assemblée reproduisent la date et l'ordre du jour de la première.

Chaque avis et/ou les lettres de convocation doivent contenir les mentions prescrites par la loi.

ARTICLE 25 - ORDRE DU JOUR

L'ordre du jour des assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation.

Un ou plusieurs actionnaires, représentant au moins la quotité du capital social fixée par la loi et agissant dans les conditions et délais légaux, ont la faculté de requérir, par lettre recommandée avec accusé de réception, l'inscription à l'ordre du jour de l'assemblée de projets de résolutions.

L'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour, lequel ne peut être modifié sur deuxième convocation. Elle peut toutefois, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs administrateurs et procéder à leur remplacement.

ARTICLE 26 - ACCES AUX ASSEMBLEES - POUVOIRS **- FEUILLE DE PRESENCE - BUREAU -** **PROCES-VERBAUX**

Le droit de participer aux assemblées est subordonné à l'inscription de l'actionnaire à un compte d'actionnaire tenu par la société, cinq jours avant la réunion de l'assemblée.

Les assemblées sont présidées par le président du conseil d'administration ou du conseil de surveillance selon le mode d'administration adopté.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux membres de l'assemblée qui disposent du plus grand nombre de voix et acceptent ces fonctions.

Le bureau désigne le secrétaire, lequel peut ne pas être actionnaire.

Il est tenu une feuille de présence dans les conditions prévues par la loi.

Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits des délibérations sont délivrés et certifiés conformément à la loi.

ARTICLE 27 - QUORUM - VOTE - NOMBRE DE VOIX

1°/ Dans les assemblées générales ordinaires et extraordinaires, le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social et, dans les assemblées spéciales, sur l'ensemble des actions de la catégorie intéressée, déduction faite des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions de la loi.

En cas de vote par correspondance, il est tenu compte pour le calcul du quorum que des formulaires reçus par la société avant la réunion de l'assemblée, dans les conditions et délais fixés par décret.

2°/ Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent. Chaque action de capital ou de jouissance donne droit à une voix au moins.

3°/ Au cas où des actions sont nanties, le droit de vote est exercé par leur propriétaire.

La société émettrice ne peut valablement voter avec des actions par elle souscrites, acquises ou prises en gage; il n'est pas tenu compte de ces actions pour le calcul du quorum.

ARTICLE 28 - ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

1°/ L'assemblée générale ordinaire est celle qui est appelée à prendre toutes décisions qui ne modifient pas les statuts.

Elle est réunie au moins une fois l'an, dans les délais légaux et réglementaires en vigueur, pour statuer sur les comptes de l'exercice social précédent.

Elle a, entre autres pouvoirs, les suivants :

- approuver, modifier ou rejeter les comptes qui lui sont soumis;
- statuer sur la répartition et l'affectation des bénéfices en se conformant aux dispositions statutaires;
- donner ou refuser quitus de leur gestion aux administrateurs ou membres du conseil de surveillance;

- nommer et révoquer les administrateurs ou membres du conseil de surveillance,
- nommer le ou les commissaires aux comptes titulaires et suppléants;
- approuver ou rejeter les nominations d'administrateurs ou de membres du conseil de surveillance faites à titre provisoire par le conseil d'administration ou de surveillance;
- fixer le montant des jetons de présence alloués au conseil d'administration ou de surveillance;
- statuer sur le rapport spécial des commissaires aux comptes concernant les conventions soumises à l'autorisation préalable du conseil d'administration ou de surveillance, selon le cas;
- autoriser les émissions d'obligations ordinaires ainsi que la constitution des sûretés réelles qui pourraient leur être conférées;
- autoriser les émissions de titres participatifs.

2°/ L'assemblée générale ordinaire ne délibère valablement, sur première convocation, que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote.

Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés y compris les actionnaires ayant voté par correspondance.

ARTICLE 29 - ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

1°/ L'assemblée générale extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leur dispositions. Elle ne peut toutefois augmenter les engagements des actionnaires, sous réserve des opérations résultant d'un échange ou d'un regroupement d'actions régulièrement décidé et effectué.

2°/ L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins, sur première convocation, la moitié et, sur deuxième convocation, le quart des actions ayant droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

Elle statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés y compris les actionnaires ayant voté par correspondance.

3°/ Par dérogation légale aux dispositions qui précèdent, l'assemblée générale qui décide une augmentation de capital par voie d'incorporation de réserve, bénéfices ou primes d'émission, peut statuer aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire.

En outre, dans les assemblées générales extraordinaires appelées à délibérer sur l'approbation d'un apport en nature ou l'octroi d'un avantage particulier, l'apporteur ou le bénéficiaire dont les actions sont privées du droit de vote, n'a voix délibérative, ni pour lui-même, ni comme mandataire, et chacun des autres actionnaires dispose d'un nombre de voix égal à celui des actions qu'il possède sans que ce nombre puisse excéder dix, le mandataire d'un actionnaire disposant des voix de son mandat dans les mêmes conditions et la même limite.

4°/ S'il existe plusieurs catégories d'actions, aucune modification ne peut être faite aux droits des actions d'une de ces catégories, sans vote conforme d'une assemblée générale extraordinaire ouverte à tous les actionnaires et, en outre, sans vote également conforme d'une assemblée générale ouverte aux seuls propriétaires des actions de la catégorie intéressée.

ARTICLE 30 - DROIT DE COMMUNICATION DES ACTIONNAIRES

Tout actionnaire a le droit d'obtenir communication des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement informé sur la gestion et la marche de la société.

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la loi.

TITRE 7 : COMPTES SOCIAUX

ARTICLE 31 - EXERCICE SOCIAL

L'année sociale commence le 1er janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice social comprendra le temps à courir à compter de la date d'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au 31 décembre 1995.

ARTICLE 32 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le conseil d'administration ou le directoire, selon le cas, dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Un état des cautionnements, avals et garanties donnés et des suretés consenties par la société est annexé au bilan.

Le conseil d'administration ou le directoire, selon le cas, établit le rapport de gestion sur la situation de la société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

ARTICLE 33 - AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Le bénéfice distribuable est déterminé conformément à la loi.

Il est réparti entre tous les actionnaires proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux.

Toutefois, après prélèvement des sommes portées en réserve en application de la loi, l'assemblée générale peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'assemblée générale peut en outre, décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont, ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

La perte, s'il en existe, est après l'approbation des comptes par l'assemblée générale, reportée à nouveau, pour être imputée sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 34 - MODALITES DE PAIEMENT DES DIVIDENDES

1°/ L'assemblée générale a la faculté d'accorder à chaque actionnaire pour tout ou partie du dividende mis en distribution, une option entre le paiement du dividende en actions dans les conditions légales ou en numéraire.

2°/ La mise en paiement des dividendes en actions ou en numéraire a lieu dans les délais prévus par la loi. Les modalités en sont fixées par l'assemblée générale, ou, à défaut, par le conseil d'administration ou le directoire, selon le cas.

TITRE 8 : DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 35 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le conseil d'administration ou le directoire, selon le cas, est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi et sous réserve des dispositions de l'article 8, paragraphe 2, ci-dessus, réduit d'un montant égal à celui des pertes constatées si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans les deux cas, la décision de l'assemblée générale est publiée dans les conditions légales.

En cas d'inobservation des prescriptions visées aux alinéas 1 et 2 ci-dessus, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si les actionnaires n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 36 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Hors les cas de dissolution judiciaire prévus par la loi, il y aura dissolution de la société à l'expiration du terme fixé par les statuts ou par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés soit par cette assemblée générale extraordinaire aux conditions de quorum et de majorité prévues par les assemblées générales ordinaires, soit par une assemblée générale ordinaire réunie extraordinairement.

Le liquidateur représente la société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et répartir le solde disponible.

L'assemblée générale des actionnaires peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le partage de l'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est effectué entre les actionnaires dans les mêmes proportions que leur participation au capital.

ARTICLE 37 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou de sa liquidation, soit entre les actionnaires, les administrateurs et la société, soit entre les actionnaires eux-mêmes, relativement aux affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

ARTICLE 38 - DESIGNATION DES PREMIERS ADMINISTRATEURS

Sont nommés comme premiers administrateurs de la société pour une durée de trois années qui se terminera à l'issue de l'assemblée générale ordinaire ayant statué sur les comptes de l'exercice :

- Monsieur RUMEAU Jean;
- Monsieur RUMEAU Jean Marc;
- Monsieur RUMEAU Jean Christophe.

Les administrateurs ainsi nommés déclarent, chacun en ce qui le concerne, accepter la mission qui vient de lui être confiée et qu'il n'existe de son chef, aucune incompatibilité ni aucune interdiction à cette nomination.

ARTICLE 39 - DESIGNATION DES PREMIERS COMMISSAIRES AUX COMPTES

Sont désignés comme commissaires aux comptes de la société pour une durée de six exercices, leurs fonctions expirant après la réunion de l'assemblée générale ordinaire qui statue sur les comptes du sixième exercice :

- En qualité de commissaires titulaires :
Monsieur Claude HELIAS, demeurant à TOULOUSE, 11 rue A. Mercière.
- En qualité de commissaires suppléants :

Monsieur Jean-Pierre GORSSE, demeurant à TOULOUSE, 11 rue A. Mercière.

Les commissaires nommés, à ce intervenants, déclarent, chacun en ce qui le concerne, accepter la mission qui vient de lui être confiée et qu'il n'existe, de son chef, aucune incompatibilité ni interdiction à cette nomination.

La rémunération des commissaires aux comptes titulaires sera fixée conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 40 - JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE - REPRISE DES ENGAGEMENTS ANTERIEURS A LA SIGNATURE DES STATUTS - IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES - PUBLICITE - POUVOIRS

I - Conformément à la loi, la Société ne jouira de la personnalité morale qu'à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

En vue d'obtenir cette immatriculation, les premiers administrateurs sus-nommés seront tenus de souscrire et déposer au Greffe du Tribunal de Commerce de TOULOUSE, la déclaration de conformité prévue par la loi.

II - En attendant l'accomplissement de la formalité d'immatriculation de la Société au registre du commerce et des Sociétés, les actionnaires comparants donnent mandat exprès à Monsieur RUMEAU Jean Marc, actionnaire, de réaliser immédiatement pour le compte de la Société, les actes et engagements suivants, jugés urgents dans l'intérêt social, savoir:

Acquisition de parts sociales de la S.A.R.L SERIC, en vue de la réalisation d'une centrale électrique.

Ces actes et engagements seront repris par la Société, par le seul fait de son immatriculation au registre du commerce et des Sociétés.

Au cas où l'immatriculation de la présente Société n'interviendrait pas dans un délai expirant le 31 Décembre 1995, lesdits acte et engagements se trouveraient consentis au profit de tous les actionnaires.

III - En outre et dès à présent, les actionnaires appelés à exercer la Direction Générale de la Société, sont autorisés à réaliser les actes et engagements rentrant dans le cadre de l'objet social et de leurs pouvoirs. Après immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés, ces actes et engagements seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires appelée à statuer sur les comptes du premier exercice social. Cette approbation emportera de plein droit reprise par la Société desdits actes et engagements qui seront réputés avoir été souscrits dès l'origine par la Société.

IV - Enfin, tous pouvoirs sont donnés au Président du Conseil d'Administration ou du directoire, selon le cas, pour remplir les formalités de publicité prescrites par la loi.

ARTICLE 41 - FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites seront supportés par la Société, portés au compte des frais généraux et amortis dans la première année et, en tout cas, avant toute distribution de bénéfices.

DONT ACTE, sur vingt deux pages

Fait et passé à TOULOUSE, Parc Equation, 6 rue de Lourdes.

A la date indiquée en tête des présentes.

Et, après lecture faite, les parties ont signé avec le notaire.

SUIVENT LES SIGNATURES : JF RUMEAU - Y PANIZZUTTI - JM RUMEAU - JCh RUMEAU - P SAILLOL - A DJAIZ - I MENETREY et Me ZENOU ce dernier Notaire.

SUIT LA MENTION :

ENREGISTRE A TOULOUSE NORD le 5 Mai 1995

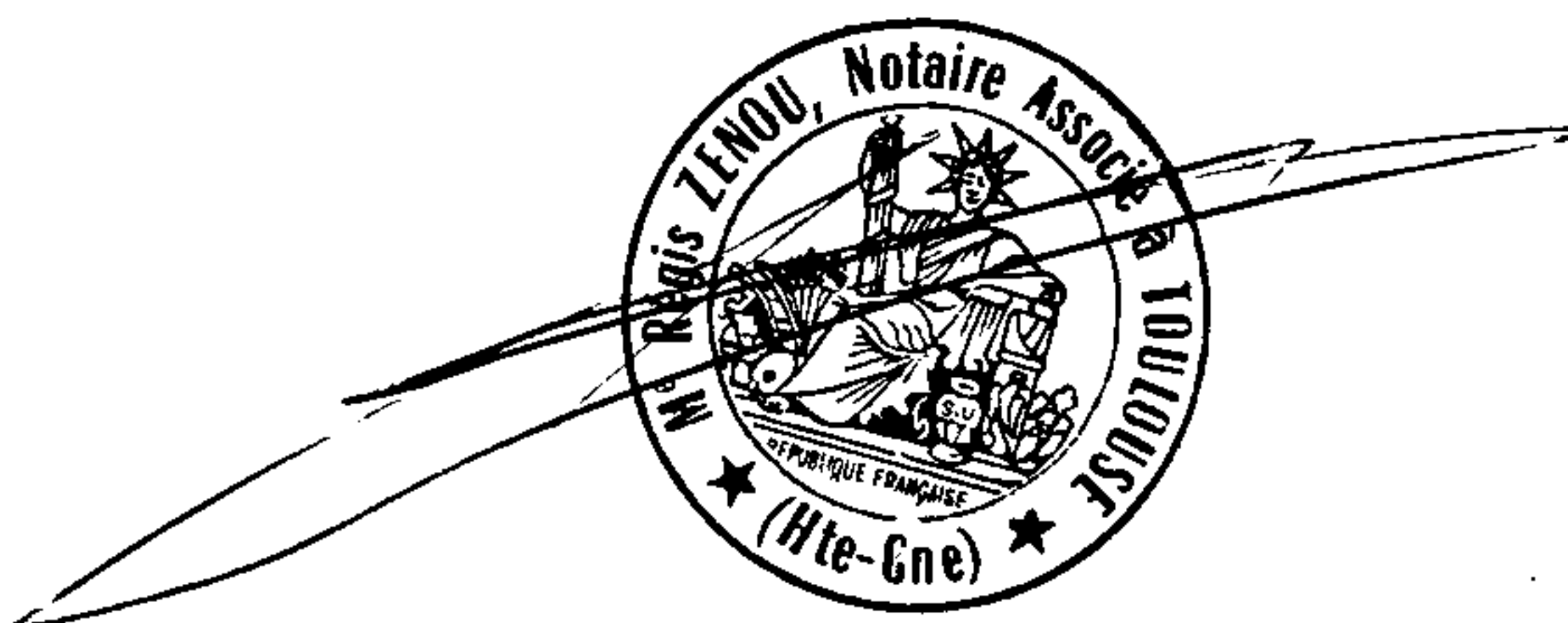
Folio 28 Bord 293 N° 1

Reçu : 500 F.

Signé : Le Receveur Principal.

COPIE AUTHENTIQUE
sur 22 Pages.

Pour COPIE AUTHENTIQUE délivrée par le Notaire associé soussigné et
certifiée par lui conforme à l'original.



L'AN MIL NEUF CENT QUATRE VINGT QUINZE
LE 2 Mai.
A TOULOUSE

Le CONSEIL D'ADMINISTRATION de la Société Anonyme ci-après dénommée s'est réuni au siège de ladite société :

DENOMINATION : 3R
SIEGE : Domaine le Caussatet DAUX (31700)
CAPITAL : 67.052.300 Francs.

SONT PRESENTS :
Monsieur RUMEAU Jean, Monsieur RUMEAU Jean Marc et Monsieur RUMEAU Jean Christophe.

Administrateurs de ladite Société Anonyme en formation, nommés aux termes des statuts établis selon acte dressé par Maître Régis ZENOU, notaire associé à TOULOUSE.

Lesquels se sont réunis pour la première fois en Conseil d'Administration en vue de constituer le bureau du Conseil et d'organiser la Direction Générale de la Société.

Ils déclarent en outre satisfaire à la condition d'âge exigée par les statuts.

Monsieur Jean RUMEAU, préside la séance à la demande de ses collègues
Les administrateurs ont élargé le Registre de présence.

Le Conseil réunissant la présence effective de la totalité des administrateurs, peut valablement délibérer.

Puis chacun des administrateurs déclare qu'il satisfait à la limite requise par la loi en ce qui concerne le cumul du nombre de sièges d'administrateur et de membre du Conseil de surveillance de Société Anonyme que peut occuper une même personne.

Qu'il n'est pas frappé de l'interdiction ou de la déchéance du droit d'administrer une société, par application de la législation en vigueur.

CONSTITUTION DU BUREAU

Le Conseil procède ensuite à la composition de son bureau.

A l'unanimité moins sa propre voix, Monsieur RUMEAU Jean, est nommé Président du Conseil d'Administration, pour la durée de son mandat d'administrateur.

Monsieur RUMEAU Jean, déclare accepter ces fonctions, il déclare en outre, qu'en dehors du présent mandat de président, il n'exerce pas d'autre mandat de Président du conseil d'administration ou de membre du Directoire ou de Directeur Général Unique d'une Société Anonyme et qu'il satisfait à la condition d'âge exigée par les statuts.

La séance se poursuit sous la présidence de Monsieur RUMEAU Jean.

POUVOIRS DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Monsieur RUMEAU Jean, Président du Conseil d'Administration assumera sous sa responsabilité la Direction Générale de la Société.

A ce titre, il aura vis à vis des tiers les pouvoirs les plus étendus pour représenter la société, contracter en son nom et l'engager pour tous les actes, opérations entrant dans l'objet social, sans limitation et sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux, sauf en ce qui concerne les cautions, avals ou garanties qu'il ne pourra donner au nom de la Société, sans y avoir été autorisé préalablement par le Conseil d'Administration, dans les conditions légales et réglementaires.

Toutefois, mais à titre de mesure d'ordre intérieur non opposable aux tiers, il est formellement convenu que Monsieur RUMEAU Jean, Président, devra recueillir

l'accord préalable ou solliciter les directives du conseil d'administration, pour les actes, opérations et engagements suivants, savoir :

- ventes et échanges de tous immeubles ou fonds de commerce,
- emprunts, ouvertures de crédits, découverts en banque, sous quelque forme que ce soit, réalisés avec ou sans garanties spéciales, supérieurs à
- prise de participations dans toutes sociétés ou entreprises ou augmentation ou réduction des participations existantes, supérieures à
- investissements sortant du cadre de la gestion courante, constructions et implantations de bâtiments, locaux, usines et ateliers, quand la dépense engagée doit être supérieure à

Dans l'exercice de ses pouvoirs et sous les réserves ci-dessus, le Conseil autorise son Président à constituer tous mandataires spéciaux avec faculté de délégation.

REMUNERATION DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

En rémunération de ses fonctions, Monsieur RUMEAU Jean, Président du Conseil d'administration aura droit à une rémunération qui sera fixée dans une séance ultérieure, ainsi qu'au remboursement de ses frais ordinaires de représentation et de déplacement.

Ces rémunérations et remboursements seront portés aux frais généraux de la Société.

FRAIS DE DEPLACEMENT DES ADMINISTRATEURS

Chacun des administrateurs ne sera remboursé que sur état de ses frais de voyage, si les réunions du Conseil lui occasionnent un déplacement en dehors de sa résidence.

REPARTITION DES JETONS DE PRESENCE DU CONSEIL

Le Conseil décide que les jetons de présence lui seront le cas échéant alloués et seront répartis entre les administrateurs dans une proportion qui sera fixée dans une séance ultérieure.

EXERCICE DES POUVOIRS DE LA DIRECTION GENERALE

Avant de lever la séance, Monsieur RUMEAU JEAN, Président fait remarquer que d'après la loi, les fonctions du Conseil et celles de la Direction générale ne prendront effet qu'à compter du jour où la société aura acquis la personnalité morale, par son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, mais que d'ici là, et aux termes mêmes des statuts, l'administrateur appelé à exercer la Direction générale de la Société a été autorisé à réaliser pour le compte de la société, les actes et engagements rentrant dans le cadre de l'objet social et de ses pouvoirs.

Toute diligence sera apportée à l'accomplissement de la formalité d'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés, après quoi, le conseil sera réuni à nouveau pour prendre, le cas échéant, les mesures complémentaires nécessaires à l'effet d'assurer la marche des affaires sociales.

Monsieur RUMEAU Jean, Président lève alors la séance à 17 Heures.

Le présent procès-verbal est signé par tous les membres du conseil d'administration.





Jean Paul JULIEN Albert PIGNOL
Régis ZENOU
NOTAIRES ASSOCIES
SOCIETE TITULAIRE D'UN OFFICE NOTARIAL
SUCCESEURS DE M^c TRINIAC

20, Place du Capitole
BP N° 530
31011 TOULOUSE Cedex
Téléphone : 61.23.29.92.
Télécopieur : 61.22.58.07
C.C.P. TOULOUSE 2.722.31 V

Toulouse, le 2 Mai 1995

AFFAIRE SUIVIE PAR NB
AFF S.A. 3 R
V/REF

ATTESTATION

JE SOUSSIGNE Maître Régis ZENOU Notaire associé à TOULOUSE 20
Place du Capitole,

CERTIFIE ET ATTESTE :

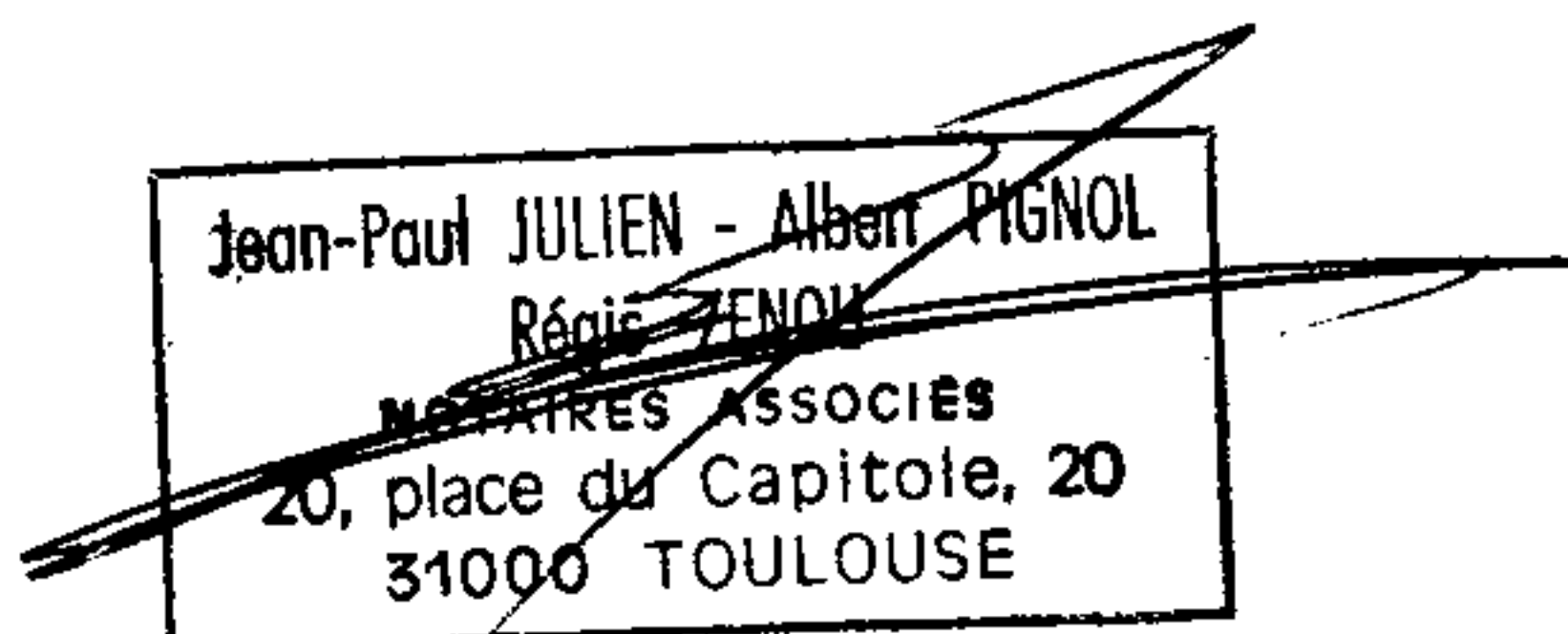
Qu'en date du 2 Mai 1995, il a été déposé en mon Etude par:

- Monsieur SAILLOL la somme de CENT FRANCS,
- Monsieur DJAIZ la somme de CENT FRANCS,
- Madame MENETRY la somme de CENT FRANCS,

Soit ensemble la somme de TROIS CENTS FRANCS, montant des apports
en numéraire de la Société Anonyme 3 R.

EN FOI DE QUOI, j'ai délivré la présente attestation pour servir et valoir ce
que de droit.

A TOULOUSE,
Le 2 Mai 1995.



Claude HELIAS
Commissaire Aux Comptes

11 Bis Rue A. Mercié
31000 TOULOUSE

3 R

Société Anonyme en formation

Siège Social : Le Caussatet 31700 DAUX

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS

Article 86 de la Loi du 24 Juillet 1966

Article 73 du décret du 23 Mars 1967

INTRODUCTION

En exécution de la mission de Commissaire Aux Apports qui m'a été confiée par ordonnance de Monsieur le Président du Tribunal de Commerce de TOULOUSE en date du 28 Février 1995, je vous présente mon rapport sur l'appréciation de la valeur des apports en nature devant être effectué dans le cadre de la constitution de votre Société.

J'ai l'honneur par la présente, de vous rendre compte de cette mission, selon le plan suivant :

I - Exposé de l'opération projetée

II - Description, Evaluation et Rémunération des Apports

III - Vérifications effectuées

IV - Conclusion

ML

I - Exposé de l'opération projetée

Sociétés et personnes concernées

* Société Anonyme « 3 R » en formation dont le siège social est situé Le Caussatet 31700 DAUX.

* Société Civile Immobilière « Pythagore » au capital de 10 000 F divisé en 100 parts sociales de 100 F de nominal chacune dont le siège social est située Le Caussatet 31700 DAUX.

* Société Civile Immobilière « Les Accacias » au capital de 10 000 F divisé en 100 parts sociales de 100 F de nominal chacune dont le siège social est situé Le Caussatet 31700 DAUX.

* Société Civile Immobilière « Les Peupliers » au capital de 10 000 F divisé en 100 parts sociales de 100 F de nominal chacune dont le siège social est situé Le Caussatet 31700 DAUX.

* Société Civile Immobilière « Les Mimosas » au capital de 10 000 F divisé en 100 parts sociales de 100 F de nominal chacune dont le siège social est situé Le Caussatet 31700 DAUX.

* Monsieur Jean RUMEAU né le 3 Mai 1934 à Cornebarrieu (31) domicilié Le Caussatet 31700 DAUX

* Madame Yvette RUMEAU née le 7 Septembre 1943 à DAUX (31) domiciliée Le Caussatet 31700 DAUX

* Monsieur Jean Marc RUMEAU né le 17 Octobre 1965 à Cornebarrieu (31) domicilié Le Caussatet 31700 DAUX

pe * Monsieur Jean Christophe RUMEAU née le 19 Mars 1973 à Cornebarrieu (31) domicilié Le Caussatet 31700 DAUX

But de l'opération

Les personnes physiques ci-dessus désignées sont propriétaires des parts sociales des Sociétés Civiles Immobilières.

Elles ont décidé de faire apport de leurs parts Sociales à votre Société, en vue de lui faire jouer un rôle de holding financière.

Celle-ci aura la propriété et la jouissance des titres apportés à compter de la signature de vos statuts.

Les apports en nature seront rémunérés par des actions composant le *fil* Capital Social.

II - Description - Evaluation et Rémunération des apports

Description

* La SCI « Pythagore » est propriétaire d'un immeuble à usage de bureaux (6 853 m²) édifié zone LE PERGET 31770 COLOMIERS.

Elle loue ce local à la commune de Colomiers en vertu d'un bail ferme de 12 années à compter du 1er Janvier 1994.

* la SCI « Les Accacias » est propriétaire de sept constructions à usage industriel et artisanal (5 unités de 200 m² et 2 unités de 300 m²) édifiées Zone Industrielle d'En Jacca Chemin de l'Echut 31770 COLOMIERS.

Elle loue ces locaux à la Commune de Colomiers en vertu d'un bail ferme de 15 années à compter du 15 Septembre 1989.

* La SCI « Les Peupliers » est propriétaire d'un immeuble à usage de bureaux (3 580 m²) édifié Rue Guynemer Zone Industrielle 31770 COLOMIERS.

Elle loue ce local à la Société Anonyme AEROSPATIALE dont le Siège Social est 37 Boulevard de Montmorency à PARIS (75) en vertu d'un bail de 9 années à compter du 1er Mai 1989 (avenant du 16 Mars 1989), ferme jusqu'au 30 Avril 1995.

* La SCI « Les Mimosas » est propriétaire d'un ensemble immobilier composé :

- de bureaux : 13 800 m²

- d'un restaurant d'entreprise : 1 000 m² (les équipements et matériels sont la propriété de la SARL RUMEAU)

- de parkings : 2 600 m²

édifié Rue Guynemer Zone Industrielle 31770 COLOMIERS.

Elle loue ce local à la Société Anonyme AEROSPATIALE dont le siège social est 37 Boulevard de Montmorency à PARIS (75) en vertu d'un bail ferme de 12 années (5 Avril 1990 et avenant du 19 Octobre 1990) à compter du 1er Juillet 1991.

VL

Evaluation

L'apport des parts sociales nécessite d'évaluer la situation nette des Sociétés Civiles Immobilières.

Celle-ci est essentiellement constituée de la valeur des immeubles diminuée des dettes financières à la date d'établissement du rapport.

Les immeubles sont évalués en utilisant la moyenne de deux méthodes :

- Le taux de rendement brut effectif
- La valeur de marché

A) Le taux de rendement brut effectif = T

Ce taux permet de calculer la valeur vénale de biens immobiliers loués à partir des loyers existants.

Les loyers effectivement versés sont en effet souvent sensiblement différents de la valeur locative de marché qui pourrait être obtenue d'un nouveau locataire au même moment.

Il s'applique de la manière suivante :

$$\text{Loyers perçus} \times \frac{100}{T} = \text{valeur vénale occupée hors droits}$$

B) La valeur de marché

Cette méthode consiste à comparer directement des références de transactions effectuées sur le marché immobilier pour des biens présentant des caractéristiques et une localisation comparables à celle du produit expertisé.

Selon les cas, cette méthode permet d'évaluer un bien immobilier en attribuant un prix pour chaque composante à partir des ventes réalisées sur des biens similaires ou approchants.

Selon les types d'immeubles, il est tenu compte des caractéristiques propres à chacun :

- Zone d'activité géographique
- Qualité de la construction
- Entretien général de l'immeuble

W

- Possibilité de stationnement
- Niveau d'équipements utiles au preneur
- Occupation des locaux et qualité du preneur

Le paramètre retenu peut être la surface utile. La comparaison directe est effectuée renseignements pris auprès des Sociétés reconnues spécialistes des transactions et gestions de l'immobilier d'entreprise.

* Le tableau suivant synthétise la valorisation des immeubles et la situation nette réévaluée des SCI.

Eléments d'évaluation	SCI PYTHAGORE	SCI ACACIAS	SCI PEUPLIERS	SCI MIMOSAS
Loyers annuels effectifs KF	3 770	365	2 450	8 700
Taux de rendement	10,50%	11%	10%	10%
Evaluation retenue (KF)	36 000	3 300	24 500	87 000
Nombre de m2				
- Industriel bureaux	6 853	1 600	3 580	13 798
- Restaurant d'entreprise				1 000
- Parking				2 600
Prix au m2				
- Industriel (F)		2 500		
- Bureaux (F)	6 000		7 000	7 000
- Restaurant d'entreprise (F)				6 000
- Parking (F)				1 700
Evaluation retenue (KF)	41 100	4 000	25 000	106 900
Moyenne des deux méthodes (KF)	38 550	3 650	24 740	96 950
Dettes financières au 31/3/95 (KF)	24 550	1 600	240	53 000
Situation nette (KF)	14 000	2 050	24 500	43 950

Rémunération des apports

Monsieur Jean RUMEAU apporte :

- La nue propriété de 40 parts sociales de la SCI « Pythagore »
- L'usufruit de 34 parts sociales de la SCI « Les Accacias »
- 40 parts sociales de la SCI « Les peupliers »
- L'usufruit de 28 parts sociales de la SCI « Les Mimosas »

Madame Yvette RUMEAU apporte :

- 20 parts sociales de la SCI « Les Peupliers »

Monsieur Jean Marc RUMEAU apporte :

- 44 parts sociales de la SCI « Pythagore »
- 36 parts sociales de la SCI « Les Accacias »
- 20 parts sociales de la SCI « Les Peupliers »
- 38 parts sociales de la SCI « Les Mimosas »
- La nue propriété de 17 parts sociales de la SCI « Les Accacias »
- La nue propriété de 14 parts sociales de la SCI « Les Mimosas »

Monsieur Jean Christophe RUMEAU apporte :

- 15 parts sociales de la SCI « Pythagore »
- 10 parts sociales de la SCI « Les Accacias »
- 10 parts sociales de la SCI « Les Peupliers »
- 10 parts sociales de la SCI « Les Mimosas »
- La nue propriété de 17 parts sociales de la SCI « Les Accacias »

-  - La nue propriété de 14 parts sociales de la SCI « Les Mimosas »

L'apport des 59 parts sociales de la SCI « Pythagore » s'élève à	8 260 00 F
L'apport des 80 parts sociales de la SCI « Les Accacias » s'élève à	1 640 000 F
L'apport des 90 parts sociales de la SCI « Les Peupliers » s'élève à	22 050 000 F
L'apport des 76 parts sociales de la SCI « Les Mimosas » s'élève à	33 402 000 F
L'apport de la nue propriété économique des 40 parts sociales de la SCI « Phythagore » s'élève à	1 700 000 F
TOTAL DE L'APPORT	67 052 000 F

Les apports décrits ci-dessus seront rémunérés par l'attribution de 670 520 actions nouvelles de 100 F de nominal chacune entièrement libérées à créer par la SA « 3R ».

He

III - Vérifications effectuées

J'ai effectué les diligences que j'ai estimées nécessaires selon les normes de la Compagnie Nationale des Commissaires Aux Comptes pour vérifier la réalité des titres apportés et la valeur attribuée à ces apports.

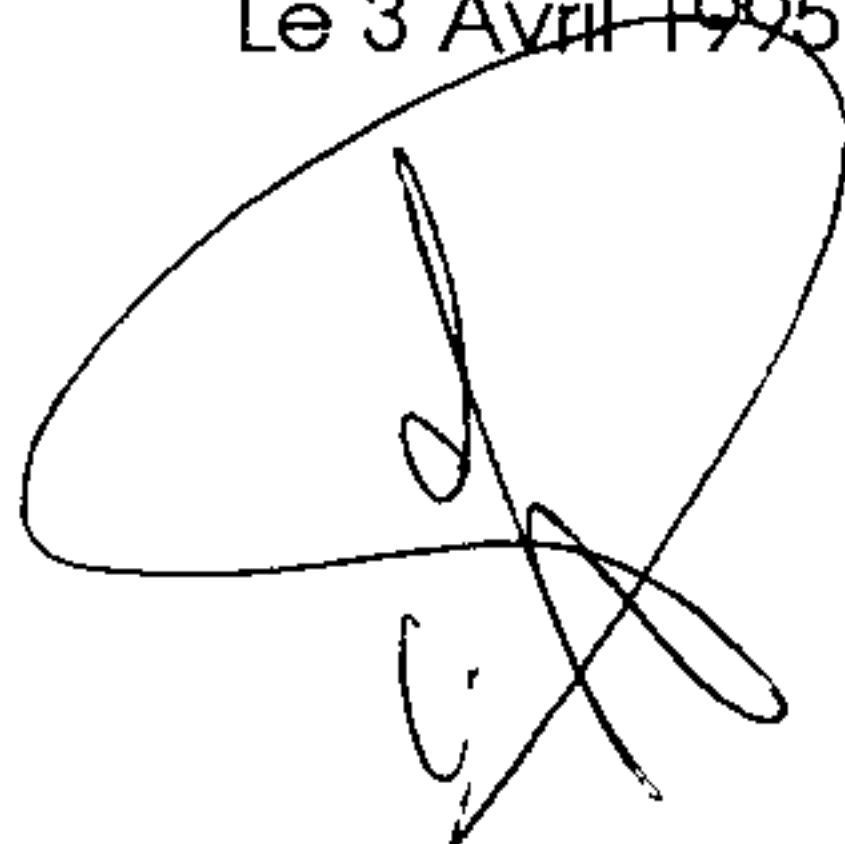
pl

IV - Conclusion

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la valeur globale des apports décrits ci-dessus, dont le total s'élève à 67 052 000 F.

La valeur globale des apports correspond au moins à la valeur au nominal des actions à créer.

Fait à Toulouse,
Le 3 Avril 1995

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'C' followed by a series of loops and a final downward stroke.

Claude HELIAS
Commissaire Aux Comptes